

Cantons actuelles

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **81 (1993)**

Heft 12

PDF erstellt am: **16.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tessin: illusoire eldorado

*Boîtes de nuit et clandestines du sexe:
une enquête tessinoise sur la prévention menée contre le sida
fait apparaître les conditions d'exploitation dans lesquelles
vivent un grand nombre de prostituées.*

Les résultats de l'enquête menée par Sandra Romano Morales dans les milieux de la prostitution tessinois sont effrayants. La psychologue de Aiuto Aids a tenté de savoir quel impact la prévention du sida avait dans ces foyers de propagation.

Mais à travers cette recherche, c'est surtout la misère morale que l'on découvre: un monde d'«artistes» et de «touristes» où l'exploitation est tolérée, de jour comme de nuit. Telle est la réalité de ces femmes, surtout étrangères, engagées dans les boîtes de nuit, poussées directement ou indirectement à la prostitution. La plupart viennent du tiers monde ou des pays de l'Est, attirées par un illusoire espoir de mieux vivre. Leurs connaissances sur le sida sont très limitées. Les clients demandent fréquemment des rapports sans préservatifs. Incroyable goût du risque et intolérable manque de responsabilité. La précarité extrême dans laquelle se trouvent la majorité des prostituées joue un rôle «persuasif» et, pour quelques francs de plus, elles acceptent.

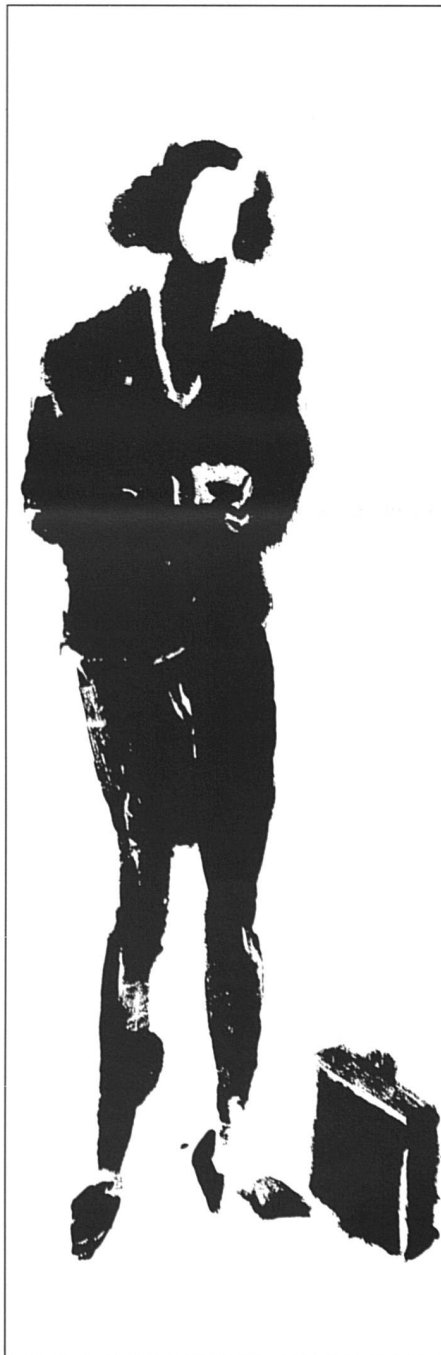
Il y a aussi la prostitution locale, «plus propre»: certains salons de massage ou d'insoupçonnables «ménagères» suisses ou frontalières reçoivent des habitués, plus discrètement et sur rendez-vous. Elle comporte autant de risques que la prostitution «exotique», car les clients «réguliers» incitent à plus de confiance et font oublier les règles fondamentales de prévention du sida.

Situation à risque

Que faire? Informer n'est pas suffisant admettent les responsables de Aiuto Aids Ticino. Il faut insister sur le fait que personne n'échappe au risque, que le sida n'est pas seulement une affaire de seringue ou d'homosexualité, que chaque nouvelle relation sexuelle est une situation à risque.

«Il faut aller au-delà de la prévention tout court. Il faut faire un travail plus profond, combattre la situation d'exploitation de ces femmes. Il faut les sortir de leur marginalité, les rendre responsables, leur donner l'autonomie nécessaire et imposer des conditions très strictes de protection de la santé», affirme Marina Demierre, responsable de Aiuto Aids Ticino.

La prostitution n'est pas illégale en Suisse. Les rares interventions de police frap-



pent les femmes sans permis de séjour, celles que des maquereaux modernes engagent pour un mois ou moins encore, puis abandonnent sur le trottoir. Si la répression frappe les clandestines du sexe, la police

ferme volontiers les yeux sur les conditions de travail des prostituées.

Le Tessin est le canton suisse qui octroie, depuis quelques années, le plus grand nombre de permis de travail pour artistes de boîtes de nuit; 240 permis sont délivrés chaque année, un chiffre qui a pratiquement doublé en quatre ans. Septante-six night-clubs prospèrent dans le Tessin, une bonne partie avec champagne, girls et, en retrait, les coins discrets de consommation du sexe.

C'est une véritable traite des femmes moderne que dévoile le rapport de Aiuto Aids, un marché qui enrichit les poches de nombreuses personnes, un marché qui vide de tout espoir la vie de femmes attirées par un eldorado suisse.

Les strip-teaseuses gagnent environ 2500 à 3000 francs. Un salaire de misère comparé aux frais du logement mis à disposition par les patrons (1000-1500 francs pour une unique chambre).

Il faut aussi rembourser l'intermédiaire entre le pays d'origine et la Suisse, payer l'impôt à la source, déduit directement du salaire. Au bout du compte, il ne reste que quelques centaines de francs.

Pour celles qui ne font pas de spectacle, la situation est pire. Elles doivent boire et faire boire du champagne. Sur le prix de chaque bouteille consommée, elles reçoivent 5%, 15% sur le champagne le plus cher. Si la consommation d'alcool n'est pas satisfaisante aux yeux du patron, elles seront mises à la porte, retrouveront la rue et la clandestinité.

«Je me sens moralement mal, déclarait Emma Luisa Parra au cours de l'enquête de l'Aiuto Aids, un mal insupportable.» Aujourd'hui, Emma Luisa Parra n'est plus. Elle a été brutalement tuée, il y a quelques mois.

Son corps a été retrouvé abandonné au fond d'un bois. Elle a cessé de souffrir. Elle était venue en Suisse pour rejoindre une amie et fuir la misère. Elle avait payé 1200 francs à un intermédiaire. Elle venait vendre son corps pour survivre.

La voix et les sentiments d'Emma Luisa Parra, les images de sa mort brutale, les témoignages d'autres femmes que l'on a pu entendre lors d'une émission télévisée ne laissent pas indifférent. Pour combattre le sida il faut d'abord se battre pour la dignité des femmes.

Lorenza Sergi-Hofmann

Genève

Députées: le statu quo

(aml) – La première séance du Grand Conseil genevois, renouvelé à la suite des élections cantonales du 17 octobre, s'est déroulée le 5 novembre. Les femmes y étaient à nouveau au nombre de 36, comme il y a quatre ans. Etant néanmoins bien placées sur la liste des viennent-ensuite, elles étaient trois de plus au soir du 14 novembre, du fait que parmi les élus d'octobre, sept d'entre eux sont entrés au Conseil d'Etat.

C'est dans les groupes libéral, socialiste, gauche alliée et écologiste que les femmes se retrouvent les plus nombreuses. Grands vainqueurs des élections genevoises, les libéraux ont placé vingt-sept des leurs au Grand Conseil, dont onze femmes. Deuxième groupe en terme d'effectifs, l'Alliance de gauche les talonne avec vingt et un sièges, dont neuf attribués à des femmes. Au sein du groupe socialiste, grand vaincu de ces élections, les femmes détiennent la majorité avec neuf sièges sur quinze. Autre groupe ayant perdu des plumes, le groupe écologiste compte quatre femmes sur huit député-e-s.

Les deux autres formations bourgeoises n'ont guère soutenu les femmes. Sur quinze sièges attribués au Parti radical, deux sont détenus par des femmes.

Quant au Parti démocrate-chrétien, il détient la douteuse distinction de lanterne rouge avec un petit mandat pour une femme sur les quatorze qu'il a remportés.

Vaud

Mosaïque

(sk) – A une époque où la récession dessert grandement la promotion de l'égalité entre femmes et hommes, l'ouverture à Lausanne, le 1er novembre dernier, d'une nursery-garderie interdépartementale est une initiative pionnière en Romandie. En effet, l'Etat de Vaud est le premier canton romand offrant à son personnel une structure d'accueil pouvant recevoir une trentaine d'enfants dès six semaines à l'âge d'entrée à

l'école infantine. La naissance de Mosaïque a été favorisée par un argument décisif de taille: la nécessité d'offrir une activité professionnelle à des chômeuses et des chômeurs de longue durée. C'est donc dans un double but que cette décision a été prise.

Cette initiative permettra de répondre aux besoins de quelque huitante familles qui doivent concilier vie professionnelle et familiale, que ce soit par choix ou par nécessité économique. Elle s'inscrit en deuxième plan dans le cadre de la mise sur pied d'un programme d'occupation spécifique permettant à des personnes au chômage d'augmenter leurs chances de réinsertion, le cas échéant de leur donner droit à de nouvelles indemnités.

L'ouverture de cette garderie est due à l'initiative conjointe du Bureau vaudois de l'égalité et de la Commission consultative cantonale de l'égalité. Une enquête avait révélé que sur 1200 fonctionnaires, 286 étaient directement intéressés et concernés par le projet (prise en charge d'un enfant de moins de 6 ans).

«La mise sur pied d'une telle structure n'est évidemment pas gratuite, souligne Françoise Pasche, déléguée du Bureau de l'égalité, le coût de l'opération doit toutefois être mis en parallèle avec des économies potentielles constituées par une grande stabilité du personnel féminin, donc une diminution des coûts directs ou indirects inhérents à des changements fréquents du personnel.»

Le budget annuel de l'opération s'élève à 690 000 francs, assuré par une participation de l'OFIANT, par un fonds cantonal de prévoyance contre le chômage et par le Service de protection de la jeunesse. La participation des parents, proportionnelle à leurs revenus, est calquée sur le modèle des crèches de la Ville de Lausanne.

L'équipe éducative est composée de huit personnes, toutes diplômées: quatre personnes fixes et quatre autres engagées pour six mois au maximum, au bénéfice du programme d'occupation.

Trois personnes, également employées dans le processus du programme d'occupation, assurent les tâches de cuisine, d'intendance et d'administra-

tion. En complément à l'organisation habituelle, chaque membre de l'équipe éducative, quel que soit son statut, devra réaliser un travail personnel. Cela dans le but de mettre en commun, d'enrichir et de dynamiser les expériences de chacun-e.

«La famille est et reste centrale dans l'éducation des enfants, conclut Françoise Pasche. Une structure d'accueil ne vient pas en substitution des parents, mais comme partenaire agissant dans la même priorité: le développement harmonieux de l'enfant. Mettre sur pied des structures suffisantes et de qualité est l'une des responsabilités de la collectivité.»

En tant que plus grand employeur du canton, l'Etat de Vaud tente d'assumer les siennes.

Jura

Prix Zonta



Félicitas Holzgang.

(c) – Pour son esprit d'entreprise et sa créativité, à la fois respectueuse du passé et tournée vers l'avenir, Félicitas Holzgang a reçu, en novembre dernier, à Porrentruy, le Prix du Zonta-Club des mains de sa présidente, Rose-Marie Bourquin. Potière à Bonfol, cette artisane ajoulotte est céramiste diplômée de l'Ecole des arts décoratifs de Berne. Elle a obtenu sa maîtrise à Landshut (Allemagne). Durant cinq ans, elle travailla comme compagne, sillonnant la France et l'Allemagne. Elle s'est installée à Bonfol, où elle avait fait son apprentissage. Depuis 1991, elle a repris le flambeau de la tradition locale, confectionnant des objets traditionnels et contemporains, fruits de

ses recherches. C'est la première fois que ce prix, destiné à encourager une femme ayant fondé son entreprise, innové, ou mis au point un produit nouveau, était décerné. D'une valeur de 5000 francs, il sera remis tous les deux ans à une heureuse bénéficiaire.

Berne-Moutier

Un impôt pour l'égalité

(nh) – Jusqu'ici, le service du feu était exclusivement une affaire d'hommes. Mais les cantons ont reçu l'ordre de rendre égalitaire leur loi de protection incendie. C'est ainsi que plusieurs cantons alémaniques vivent déjà sous le régime du service du feu obligatoire pour les hommes et les femmes. Le canton de Berne vient à son tour d'adopter ce principe. Et cela contre l'avis de la gauche et des écologistes, scandalisés de voir appliquer l'article constitutionnel sur l'égalité des sexes dans l'unique but de prélever un impôt supplémentaire.

Chaque commune conserve toutefois une marge de manœuvre pour appliquer le nouveau système. Moutier a déjà annoncé qu'elle refuse la loi en bloc, son nombre de volontaires étant suffisant.

Berne

Travail au féminin

(nh) – Mandaté par la Commission cantonale pour les questions féminines, un groupe de travail s'est penché sur le thème du travail au féminin et de la crise. Les revendications élaborées dans ce contexte et les motifs qui justifient l'adoption de mesures particulières en faveur des chômeuses ont été adoptés à l'unanimité par la commission, en octobre dernier. Concrètement, ces mesures visent à combattre le chômage des femmes. Pour cela, la commission estime que la répartition des moyens financiers des programmes d'impulsion doit être réalisée proportionnellement à la part des femmes sur le marché du travail, soit 30%. Des programmes d'occupation variés et intéressants doivent également être proposés aux femmes. «Ces programmes

doivent contribuer à améliorer leurs qualifications et à augmenter leurs chances de retour sur le marché de l'emploi», note la commission à ce sujet.

Développer les programmes de formation et de perfectionnement ainsi que les services d'information et de consultation est aussi un élément primordial pour la commission. «Il faut accorder une attention particulière aux aspects spécifiques de la situation des femmes sans emploi et des femmes de manière générale», résume-t-elle.

Suisse alémanique

FrauenRat für Aussenpolitik

(es) – Le FrauenRat für Aussenpolitik (FraU) exige que la Suisse ratifie enfin et sans la moindre réserve la convention de l'ONU de 1979 contre la discrimination des femmes. Cette résolution a été prise le 6 novembre à Zurich, lors du quatrième forum de l'organisation autonome alémanique. Celle-ci demande également que des femmes sans lien avec le gouvernement siègent dans la commission des droits de l'homme et de la femme en Suisse. A son avis, les droits de

la femme sont gravement violés en Suisse dans tous les domaines, notamment dans la politique d'asile et d'immigration. Le FraU se propose de rédiger un rapport féminin sur les violations des droits de l'homme et de la femme en Suisse d'ici la prochaine conférence mondiale de la femme qui se tiendra en 1995 à Pékin, dix ans exactement après celle de Nairobi. Il est essentiel à ses yeux de faire prendre conscience et d'analyser ces violations dont la forme varie selon la classe et l'origine des femmes.

«Nous discutons des droits de l'homme et de la femme au plan juridique. Il faut y réfléchir comme violation d'un droit humain inaliénable, explique Gertrud Ochsner l'organisatrice du forum. La violence faite aux femmes, inceste ou viol, bafoue ce droit fondamental.»

Le FraU a été frappé de la ténacité avec laquelle les femmes du Sud tiennent à l'universalité des droits de l'homme et de la femme et à leur indivisibilité. La résolution prise en juin lors de la Conférence de Vienne des ONG l'a expressément souligné.

Le FraU veut favoriser la confrontation entre femmes de plusieurs bords politiques sur des sujets peu connus. Les forums sont réservés aux femmes, car les différences opposant celles de droite à celles

de gauche ne sont pas les mêmes que pour les hommes, croit-il. On l'aurait vu lors de la non-élection de Christiane Brunner au Conseil fédéral. Gertrud Ochsner prétend que les antagonismes des femmes s'abolissent dans l'espace où elles font l'expérience de la discrimination.

Le Conseil des femmes pour la politique extérieure est une organisation autonome de Suisse allemande. Elle comprend quelques intéressées en Suisse romande et italienne. Fondée il y a trois ans et demi, l'association repose sur une structure en étoile.

Le noyau central comprend huit femmes. Divers groupes de travail de trois à quinze personnes en forment les branches. Une nébuleuse de femmes engagées dans des projets parallèles gravitent dans leurs prolongements.

Tessin

Appel pour l'AVS

(Ish) – Après les Vaudoises et les Valaisannes, les femmes tessinoises ont également lancé un appel aux parlementaires contre l'augmentation de l'âge AVS et contre la rente unique. Cette action, partie de la Coordination des femmes de gauche, est appuyée par le Parti socialiste, l'Union syndicale tessinoise et par quelques fédérations syndicales. L'appel de-

mande de renoncer à l'augmentation de l'âge AVS pour les femmes ainsi qu'à l'introduction de la rente unique. Il souhaite des garanties concrètes et politiques pour une digne assurance vieillesse pour toutes et tous.

Discrimination salariale

(Ish) – Incroyable discrimination que celle qui vient d'être scellée par la convention collective couvrant une fabrique tessinoise du secteur textile. Parce qu'elles sont femmes, les employées de Noyfil SA de Stabio, près Chiasso, ont droit à un salaire horaire de 12 fr. 56, cela avec l'accord des syndicats chrétiens et de la FTMH. Les quelque 150 employés de Noyfil ont été classés en six catégories salariales, la dernière sous l'appellation de «personnel féminin».

Presque quatre francs séparent les «salaires féminins» de ceux de la classe directement supérieure, une différence de 25%! Si les femmes espèrent toujours une véritable loi sur l'égalité, elles s'attendaient à mieux de la part des syndicats.

Le syndicat chrétien tessinois vient pourtant de mettre sur pied une campagne sur la situation salariale au Tessin (voir FS n°11) et la FTMH a toujours exprimé sa volonté de travailler pour la cause des femmes.



La Faculté des lettres met au concours un poste à mi-temps de

professeur assistant

de méthodes mathématiques et statistiques appliquées aux sciences humaines.

Titre exigé: doctorat, doctorat d'Etat, habilitation ou titre équivalent.

Entrée en fonction: 1er septembre 1994.

Les lettres de candidature, avec curriculum vitae et liste des publications (en 8 exemplaires), doivent parvenir jusqu'au **10 décembre** 1993 au Doyen de la Faculté des lettres, Université de Lausanne, BFSH 2 - CH - 1015 Lausanne-Dorigny. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse, tél. 021/692 45 73.

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.

Planification et architecture

Le domaine de l'architecture et de sa planification ne tient bien souvent pas compte des besoins des femmes. Dans toute la Suisse, des mouvements féminins se dessinent afin de partager leurs préoccupations en matière d'architecture. Il en ressort un certain nombre de revendications qui mériteraient un plus grand soutien.

Une organisation suisse, regroupant ces divers organismes, permettrait certainement d'augmenter leur efficacité. Elle pourrait promouvoir une architecture propre aux femmes, développer des réseaux de femmes architectes et des projets urbanistiques féministes.

Dans cette perspective, une rencontre est organisée les **22 et 23 janvier 1994** à l'auberge de jeunesse de Berne (Weihergasse 4). Au programme, échange et recensement d'idées afin de poser les bases pour la fondation d'une organisation suisse. Ces deux journées sont ouvertes aux spécialistes, mais également à toute personne intéressée par ce projet.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de Mme Irène Hupfer, Baselweg 24, 4146 Hochwald.